



**Groupe de travail relatif aux Secrétariats Généraux Communs Départementaux  
et à l'action sociale du 11 février 2021 :  
l'UNSA refuse un dialogue social au rabais**

Les organisations syndicales des préfectures et des DDI ont obtenu le report du groupe de travail relatif aux Secrétariats Généraux Communs Départementaux (SGCD) et à l'action sociale, convoqué ce 11 février par l'administration. Comme l'UNSA le revendiquait, deux groupes de travail distincts seront re-convoqués dans trois semaines, l'un portant sur les SGCD, l'autre dédié à l'action sociale.

Pour l'UNSA, ce qui nous était proposé ne relevait pas d'un dialogue social de qualité et constructif. En effet, seul un document quantitatif avait été transmis aux organisations syndicales, quelques heures avant la tenue de la réunion. Pourtant, le suivi de la mise en place des SGCD comme les questions importantes de l'action sociale en préfectures et en DDI méritent de disposer de documents de travail distincts, enrichis qualitativement et communiqués dans un délai raisonnable permettant des échanges approfondis.

Une nouvelle embûche à un véritable suivi de l'installation des SGCD qui doit vraiment prendre en compte l'organisation et les conditions de travail des agents et dont la responsabilité incombe à l'administration. L'UNSA avait alerté à plusieurs reprises sur les enjeux et les attentes dans ces domaines.

L'UNSA rappelle qu'elle attend en priorité des réponses sur :

- Les questions RH prégnantes à ce jour (effectifs et postes vacants, bugs sur le versement des rémunérations, régimes indemnitaires, gestion des congés et du temps de travail...).
- Le fonctionnement et l'organisation des SGCD et des DDI (contrats de service, reconduction de conventions liées à la médecine de prévention...).
- Les conditions matérielles (déménagements, aspects informatiques dont accès aux applications métiers...) d'installation des SGCD.
- La politique et l'harmonisation des prestations d'action sociale (restauration notamment, aides diverses...).

**Par conséquent, l'UNSA appelle l'administration à une concertation approfondie débouchant sur des plans d'action locaux, voire nationaux.**